

AUSTRALIE/ÉTATS-UNIS

Guantánamo : Les droits humains ne sont pas négociables

Index AI : AMR 51/143/2003

ÉFAI

Mercredi 26 novembre 2003

ANNONCE À L'ATTENTION DES MÉDIAS

Commentant ce jour mercredi 26 novembre 2003) l'accord entre les gouvernements américain et australien sur le fait que les procès de ressortissants australiens détenus dans la base navale américaine qui pourraient se dérouler devant des commissions militaires seraient « équitables », Amnesty International a fait observer que les autorités australiennes sont en train de trahir leurs deux ressortissants détenus à Guantánamo et de bafouer le droit international. L'organisation estime que les commissions militaires dont la création est envisagée présentent des failles fondamentales, notamment leur manque d'indépendance par rapport au pouvoir exécutif et l'impossibilité pour les condamnés d'interjeter appel devant un tribunal. Aucune « concession » aussi importante soit-elle ne pourra mettre ces commissions en conformité avec les normes internationales d'équité.

Les gouvernements doivent défendre énergiquement les droits de leurs ressortissants détenus par des États tiers. Ils doivent également dénoncer avec fermeté toutes les violations du droit international, même dans le cas où l'auteur de ces agissements est leur allié.

Amnesty International souligne : « *Plutôt que de faire des compromis, les responsables australiens doivent user de leur influence auprès de leurs homologues américains pour veiller au respect des normes internationales relatives à l'équité des procès et à la détention.* »

Les autorités britanniques auraient entamé des discussions avec les États-Unis à propos du sort des neuf ressortissants britanniques détenus à Guantánamo.

Quelque 660 prisonniers originaires d'une quarantaine de pays sont toujours détenus à Cuba. Le gouvernement américain refuse de révéler l'identité ou la nationalité des détenus dont le statut au regard de la loi est incertain et qui n'ont accès ni à un avocat ni à leurs proches ●

Le document intégral intitulé *United States of America: Guantánamo detainees: Human rights are not negotiable* peut être consulté sur le site Internet http://www.web.amnesty.org/library/index/en_gamr511412003 - 1412003

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>